

N°DBCA-2022-012

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PRIME DE RECONNAISSANCE COVID 19**

Le 01<sup>ER</sup> février 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 janvier 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	<i>Permettre l'épanouissement professionnel</i>

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

\*

\* \*

Depuis mars 2020, pour maintenir le niveau de service rendu au public, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a dû modifier en profondeur ses pratiques de travail. Ainsi à des degrés divers, l'investissement de chacun a permis d'assurer la continuité de service et la mise en œuvre de la politique de dépistage et de vaccination.

Le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 prévoit la possibilité du versement d'une prime exceptionnelle pour les agents qui ont été particulièrement mobilisés pour assurer la continuité du service public. Cette prime, non imposable, peut être octroyée aux agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Au sein du Sdis 76, il est proposé l'octroi d'une prime de reconnaissance dont l'objectif est de reconnaître le travail réalisé par les agents depuis le premier confinement. Les personnels concernés sont ceux présents dans les effectifs au 31 décembre 2021 et ce, depuis plus de 3 mois.

Il est proposé de fixer le montant de cette prime de reconnaissance à 330 euros par agent. Elle est par ailleurs exonérée d'impôt sur le revenu, de cotisations et de contributions sociales. Le nombre de personnels concernés est de 1096.

Par ailleurs, certains personnels administratifs (catégorie C et B) et des membres du SSSM impliqués directement dans les actions de dépistage et de vaccination ont été sollicités plus fortement durant cette période. Ces deux contingents sont composés de 20 agents en tout (10 et 10). Il est proposé de majorer la prime de reconnaissance pour chacun d'eux, respectivement de 25 et 50%.

Il vous est demandé de bien vouloir approuver l'octroi de la prime de reconnaissance au bénéfice des agents du Sdis 76.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 03/02/2022  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20220203-DBCA-2022-012-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/02/2022

Affichage : 04/02/2022

Pour l'autorité compétente par délégation

